

**L'apprentissage de plusieurs langues étrangères, une nécessité  
du monde contemporain.  
La situation de l'enseignement du français en Roumanie**

Mirela-Cristina GRIGORI

Inspectorat Scolaire du Département de Neamț et

Université « Alexandru Ioan Cuza », Iași

Le problème du plurilinguisme reste le point de repère de la politique linguistique de tous les États. Il va sans dire que les enjeux économiques et politiques sont de poids, dans un monde où les échanges sont arrivés à un niveau jamais atteint auparavant. Dans la vision de la plupart des linguistes et didacticiens, le but d'un enseignement des langues doit véritablement être interculturel et faciliter la découverte d'autres cultures. Des notions telles que le respect, l'ouverture d'esprit, le sens de l'écoute doivent être inculquées dès le plus jeune âge, car parler une langue ne signifie pas seulement comprendre une autre culture ; le linguistique est une chose, le culturel en est une autre ; ces deux notions doivent être réunies dans un enseignement commun. La notion d'altérité implique ce dépassement d'un objectif uniquement linguistique, en faveur d'une acquisition de compétences socioculturelles.

L'époque n'est plus au monolinguisme qui, selon certains, seraient un état d'esprit maladif créateur d'insularité. Ce que l'esprit globalisant du monde actuel a imposé au niveau linguistique, c'est que la construction d'un monde du pluralisme ne doit pas se faire en l'imposant de l'extérieur, mais en l'assumant de l'intérieur, à partir de cette idée des gens qui doivent s'ouvrir à l'altérité, quoiqu'une langue internationale s'impose par le pouvoir économique qu'elle représente : l'anglais. Sur le site de la communauté mondiale des professeurs de français, [www.franccparler.org](http://www.franccparler.org), Jean-Louis Calvet déclarait dans une discussion en ligne avec des professeurs de tout le monde, le 7 octobre dernier : « En fait, parler du plurilinguisme, c'est toujours utiliser le français, sinon l'anglais, pour regretter que... la langue qu'on n'utilise pas donc (puisque c'est en anglais ou en français)... ne soit pas utilisée! Ne pourrait-on pas passer du rôle de pleureuse participant à un enterrement à celui de lobbyeur (ça fera plaisir!) d'une ou de plusieurs langue(s) rare(s)? Le

*plurilinguisme* nourrit son homme, mais ne développe pas la connaissance des langues! » Mais parler du plurilinguisme n'est pas jouer à la pleureuse. Le plurilinguisme est une réalité (près de 7000 langues dans le monde) et en parler, c'est refuser d'occulter cette réalité, c'est parler du monde tel qu'il est, et non pas tel que certains voudraient qu'il soit (monolingue?).

Il est incontestable aujourd'hui que chaque citoyen aurait besoin de et droit à trois types de langues, selon Jean-Louis Calvet : une langue internationale pour ses rapports extérieurs - l'anglais pourrait être défini non pas comme une langue internationale parmi d'autres, mais comme la langue « globale » du moment, résultat de la mondialisation ; la langue de l'État (normée, standardisée), qui est souvent super-centrale ou centrale et qui lui permet de s'insérer dans la vie publique de son pays ; sa langue grégaire enfin qui peut être une forme locale de la langue de l'État (par exemple espagnol d'Argentine, arabe marocain, etc.) ou une langue différente (quechua en Equateur ou au Pérou, alsacien ou corse en France, etc.), langue qui peut être écrite ou non écrite, jouir ou non d'un statut ou d'une reconnaissance régionale, etc. Cette traduction individuelle du modèle gravitationnel, dans laquelle les différentes fonctions peuvent être remplies par différentes langues ou par différents registres d'une même langue, constituera sans doute l'équipement linguistique de base du citoyen de demain. C'est l'opinion de Jean-Louis Calvet, qu'il défend contre tout adepte du monolinguisme.

Comment définir le plurilinguisme? Qu'est ce qu'un individu plurilingue? Le déséquilibre est une composante de la compétence plurilingue? Y a-t-il un ou des plurilinguisme(s)? Calvet pense qu'il y a, bien sûr, des typologies. Mais tout d'abord il faut savoir de quoi nous parlons: plurilinguisme individuel ou social. Le premier relève de la psycholinguistique: un individu parle deux ou plus de deux langues. Le second relève de la sociolinguistique: on parle, dans une société, plusieurs langues. Reste alors à savoir si, dans cette société, les individus sont plurilingues ou pas. Quels sont alors les effets de la mondialisation sur le(s) plurilinguisme(s)? Quel sera le sort qui sera voué aux langues du monde dans un contexte de mondialisation où les flux humains se feront dans un cadre où les frontières entre les pays chuteront. Autrement dit, vers la grande vague de disparitions des langues à faible profil mondial? La mondialisation tend à hiérarchiser les langues. Voyez sur ce point le « modèle gravitationnel ». Elle tend aussi à minoriser de plus en plus les langues minoritaires. Actuellement 5% des langues du monde ont comme locuteurs langue première 95% des habitants du monde.

Dans la discussion en ligne précitée, que nous avons considérée très intéressante et surtout constructive, un enseignant d'Italie dit que dans son pays on ne parle presque plus de plurilinguisme... surtout à l'école. En effet, après la réforme des lycées, il n'y a que l'anglais comme langue de référence et cela lui semble absurde et incroyable. Surtout en Sicile, où il enseigne et où il y a un tourisme provenant surtout de France ou d'Allemagne, il est inconcevable qu'on puisse ignorer ces langues et leurs cultures. Le plurilinguisme est un enrichissement culturel que personne ne devrait nous ôter. Comment essayer de faire comprendre l'extrême importance de connaître plusieurs langues et de savoir donc interagir avec elles et avec les différents aspects de leurs civilisations ? La réponse de Calvet est simple : « Vous avez la chance de vivre dans un pays à tendance bilingue: en Sicile on parle sicilien et italien. Cela est déjà une richesse culturelle. Vous êtes en même temps dans un pays touristique, et lorsque les touristes ne parlent pas italien (ou sicilien...) leur langue a un certain poids dans l'économie du pays. Je laisse de côté, comme vous le voyez, l'aspect culturel des langues, nous pourrons y revenir. Mais l'économie touristique passe aussi par les langues. » Nous voyons alors que la question de la politique linguistique est dépassée par l'économique.

Le plurilinguisme peut-il aboutir sans une politique linguistique militante? Le plurilinguisme est un fait, il n'a pas à « aboutir ». En revanche on peut le défendre ou non. Et sur ce point comptent à la fois les politiques linguistiques officielles (certains pays défendent leur plurilinguisme) et le militantisme. On peut par exemple défendre sa langue en lui assurant une place sur Internet (Wikipedia, etc.) De ce point de vue, il est intéressant de voir quel est l'état de la recherche au sujet de l'introduction de deux ou plusieurs langues à l'école primaire. Les différentes études montrent que le bilinguisme scolaire précoce facilite l'apprentissage d'autres langues. Cependant, il serait ici intelligent de ne pas commencer par l'anglais, mais par une autre deuxième langue, puisqu'on apprendra toujours l'anglais ensuite.

Il y a des enseignants qui croient à tort que le plurilinguisme peut être une menace à la première langue apprise, qu'il gêne et ralentit l'apprentissage de la langue maternelle. Ce qui n'est pas du tout vrai. « Nous sommes encore dans les rapports de force. Si un anglophone apprend une autre langue, son anglais n'est pas menacé. En revanche le français peut être une menace pour des enfants qui parleraient chez eux corse ou breton », pense Calvet.

Le problème qui se pose est celui des langues régionales de France en particulier le breton, (écoles Diwan, etc.), et de leur légitimation par le

gouvernement français dans la perspective du plurilinguisme. Ce problème ne concerne pas que le breton mais l'ensemble des langues régionales de France. Leur enseignement est assuré (pas seulement dans des écoles du type Diwan: il y a des CAPES de langues régionales) mais la France n'a pas ratifié la charte européenne. C'est un vieux débat. Disons qu'il y a un paradoxe: la Francophonie défend la diversité (qui protège le français) mais la France ne défend pas vraiment la diversité linguistique sur son territoire.

Dans la discussion en ligne avec Calvet, un professeur de FLE au Brésil affirme que l'on discute énormément de l'importance de l'inclusion des langues dans les examens nationaux (ENEM). Ce serait intéressant de voir si le système scolaire français contribue au plurilinguisme étant donné la présence de plusieurs langues au baccalauréat. Le cas du Brésil est particulier: dans le cadre du MERCOSUL/MERCOSUR on doit enseigner, outre l'anglais, l'espagnol. Sauf dans l'État de l'AMAPA où le français, par le voisinage de la Guyane, a un certain poids. En France, on propose une vingtaine de langues dans le secondaire, mais c'est un peu un leurre. En fait on enseigne 4 ou 5 langues. Est-ce que cela contribue au plurilinguisme? Ce serait possible, si ces langues étaient bien enseignées.

Si on doit partir du postulat que la langue est l'expression de la vision du monde d'un peuple donné, pourrait-on parler de plurilinguisme sans examiner ses répercussions sur la culture du peuple plurilingue? En d'autres termes, peut-on exprimer ou traduire sa vision du monde en plusieurs langues sans tomber dans des simples transpositions? Vaste question! Les gens qui connaissent (un peu, beaucoup...) plusieurs langues auront des réponses différentes. « Pour ma part, l'arabe tunisien de mon enfance, que je parle mal, participe de ma culture et de ma vision du monde. En revanche j'ai parfois l'impression de parler français en anglais, en espagnol, en italien... Est-ce si grave? Cela me pousse plutôt à essayer de parler mieux ces langues », affirme Calvet.

Le plurilinguisme de nos jours est une nécessité puisque nous ne pourrions plus nous cantonner à notre seule langue d'origine, l'élève a besoin de puiser dans les autres langues. Le professeur n'a point de valeur que lorsqu'il excelle dans plusieurs langues à la fois. Il serait bon que l'on forme l'enseignant à d'autres langues avant de le lancer dans le domaine de l'enseignement. On se sentirait plus à l'aise quand on perfectionnerait une autre langue, on se sentirait plus fier de son métier.

## **Quelle serait la situation de l'enseignement-apprentissage du français actuellement en Roumanie ?**

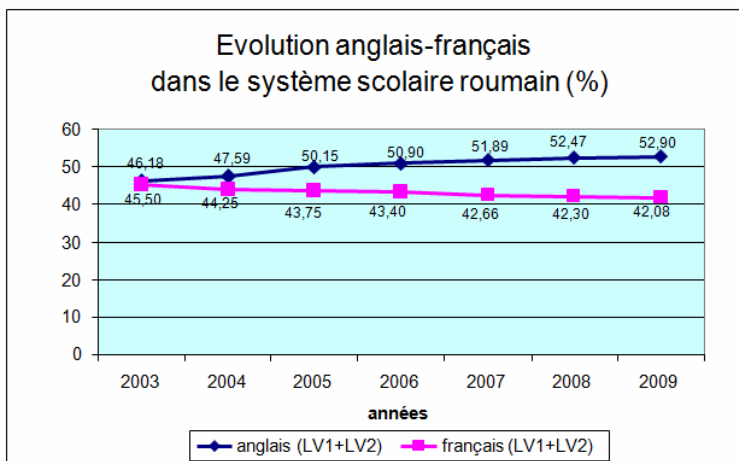
Avec la permission de Lucile Bruand-Exner, l'attachée de coopération éducative de l'Ambassade de France en Roumanie, nous vous présenterons ci-dessous quelques données concernant l'évolution de l'étude du français en Roumanie ces dernières années, ainsi que les démarches politiques que la France fait pour que le français occupe encore une place de marque en Roumanie.

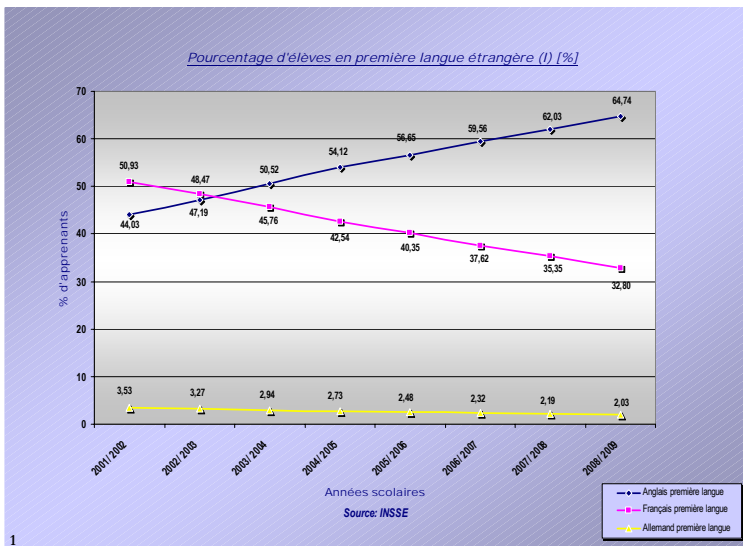
En analysant les schémas suivants, nous observerons que le français n'est plus, comme dans les années '70 ou même '80, la première place des langues étrangères étudiées dans le milieu scolaire roumain. Il ne faut pas se leurrer, l'époque n'est plus aux précepteurs français qui venaient, au XIX<sup>e</sup> siècle, éduquer les fils des boyards roumains. Nous vivons une réalité qui se limite, linguistiquement, à l'accompagnement dans la démarche pédagogique, à l'appui à l'innovation, au développement des compétences du CECRL en adéquation avec le nouveau baccalauréat, tout cela réalisé par les officiels de l'ambassade française. Il est très vrai que l'Etat roumain assure la formation initiale des futurs enseignants de FLE (et là nous nous permettons de souligner une fois de plus la nécessité de l'existence en Roumanie des institutions de formation des enseignants, comme les IUFM de France). Cette formation initiale, la France la soutient par des bourses du gouvernement français ou la Commission Européenne par les échanges Comenius des futurs assistants linguistiques ou Erasmus, pour les étudiants, futurs formateurs linguistiques. En Roumanie, dans les Départements d'études françaises (DEF) et dans les Formations universitaires francophones (FUF). La formation continue des enseignants roumains de français se fait, en Roumanie, par les CCD, par les Inspections Scolaires, par les Centres Culturels Français de Bucarest, Cluj, Iași, Timișoara et en France, par les IUFM, le BELC – CIEP, le CAVILAM, le CLA de Besançon ou dans d'autres centres linguistiques qui sont inscrits sur la liste des programmes Comenius – mobilités individuelles. Les services éducatifs de l'ambassade française en Roumanie assurent des ressources didactisées : sonores (CD), filmiques (DVD), multimédias (en ligne : [www.vizavi-edu.ro](http://www.vizavi-edu.ro), [www.vizafle-edu.ro](http://www.vizafle-edu.ro)), des fiches pédagogiques de développement des compétences orales etc. Il y a aussi en Roumanie 30 lycées bilingues qui ont adopté le baccalauréat français, quoique le bilingue soit en décroissance, à sa place, les facteurs de décision préfèrent l'apprentissage intensif.

La politique actuelle de la France soutient les associations et la francophonie, en permettant une meilleure visibilité et un meilleur positionnement des associations francophones, en leur offrant des outils (sites, publications, etc.) Cette politique linguistique apporte de l'aide aux manifestations et aux festivals d'envergure : colloques universitaires, festivals scolaires et universitaires, aux manifestations francophones.

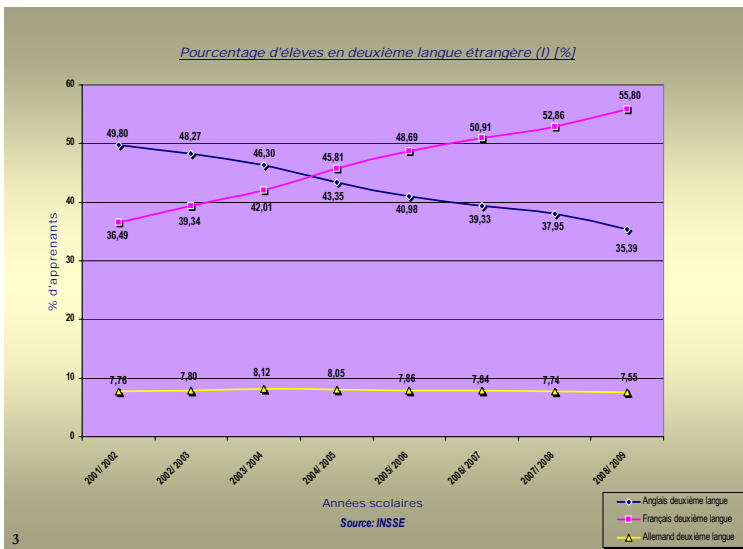
Après une analyse attentive des schémas suivants, nous remarquerons que la situation n'est pas si grave, vu le contexte politique et économique actuel si nous prenons en compte l'intérêt que les apprenants et les enseignants ont par rapport à la certification des compétences en français. En Roumanie, il y a plusieurs centres d'examen dans les 4 EAF et les 4 AF pour le DELF, DALF, diplômes CCIP, TEF, e-TEF, TCF, TCF-Québec. De plus, il y a eu une consistante mise en place du DELF scolaire en 2007 dans les lycées publics : de 4 centres d'examen en 2007, nous sommes arrivés à 9 centres d'examen en 2010.

La conclusion qui s'impose est que la France fait tout ce qui est nécessaire pour que cet intérêt des Roumains pour l'étude du français ne diminue pas, même s'il est « menacé » par l'italien, l'allemand, l'espagnol, des langues qui deviennent dans beaucoup d'institutions scolaires, la seconde langue vivante.

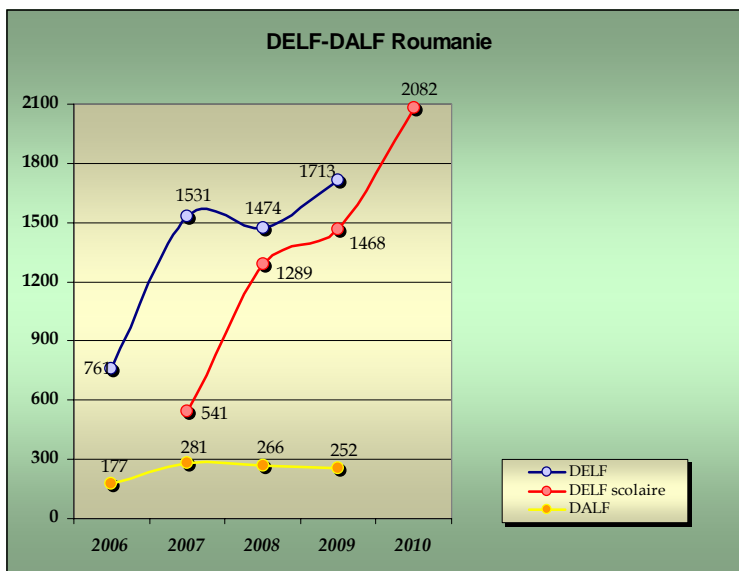




1



3



## Bibliographie

[www.francparler.org](http://www.francparler.org)

Lucile Bruand-Exner, attachée de coopération éducative auprès de l'Ambassade de France en Roumanie, présentation faite dans le cadre de la Réunion nationale des inspecteurs de langues de Roumanie, le 8 septembre 2010, dans le département de Neamț